

PROVINCE DE QUEBEC  
VILLE DE POINTE-CLAIRE

**RÈGLEMENT NUMÉRO 341**  
RÈGLEMENT CONCERNANT L'ENTRETIEN  
DES FOSSÉS, COURS D'EAU ETC....

---

À LA SÉANCE MENSUELLE ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA VILLE DE POINTE-CLAIRE  
TENUE À L'HÔTEL DE VILLE, POINTE-CLAIRE, QUÉBEC, LE JEUDI 5 JUIN 1951 À 20H 15,  
APRÈS QU'AVIS DE CONVOCATION FUT LIVRÉ À TOUS LES MEMBRES DU CONSEIL PAR  
DES MEMBRES DU SERVICE DE LA POLICE, LE VENDREDI 1ER JUIN 1951 À LAQUELLE:

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Les Conseillers J. Maurice Arpin, Ernest Bélair, Jean Legault, Alex  
M. Clark, Robert E. Miller et O. Urquhart, formant un quorum du  
Conseil.

**ABSENT:** Son Honneur le Maire Charles Barnes, pour affaires.

PARMI LES AFFAIRES TRANSIGÉES LORS DE CETTE S.ÉANCE, IL Y  
AVAIT :

RÈGLEMENT 341

IL FUT PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER ARPIN

APPUYÉ PAR LE CONSEILLER BÉLAIR ET

**RÉSOLU:** QUE le règlement 341 concernant l'entretien des fossés, cours d'eau  
etc..., soit approuvé en seconde et dernière lecture

**QU'IL SOIT STATUÉ ET ORDONNÉ PAR LE PRÉSENT RÈGLEMENT COMME SUIT:**

1. QUE le règlement 24 soit et est par le présent règlement "ABROGÉ".
2. Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un terrain dans les limites de la Ville, dont la propriété est traversée par un fossé nécessaire au drainage, par un fossé de bornage ou de division, ou tout cours d'eau, ou canal, devra maintenir et entretenir ces derniers en bon état et en mesure de permettre l'eau de couler sans aucune obstruction ou entrave de quelque nature que ce soit et ceux-ci seraient entretenus convenablement afin de permettre le drainage des terrains supérieurs et l'écoulement sans entrave. Dans le cas où de tels fossés deviendraient obstrués, le propriétaire, locataire ou occupant, sur réception de l'avis signé par l'Ingénieur de la Ville à ce sujet, sera tenu de nettoyer et d'enlever tout obstacle soit de pierres, mauvaises herbes, terre, neige ou glace, dans de tels fossés ou cours d'eau et à défaut de respecter les conditions dudit avis, dans les vingt-quatre (24) heures suivant sa réception; le propriétaire, locataire ou occupant sera passible d'une amende telle qu'elle est citée après.
3. Sous réserve de ce qui précède dans l'article 2, dans le cas où un tel fossé nécessaire au drainage, fossé de bornage ou de division, ou cours d'eau comme susmentionné, devient obstrué, l'ingénieur de la Ville sera autorisé d'effectuer les travaux nécessaires immédiatement sans avis au propriétaire, locataire ou occupant, l'urgence desdits travaux étant à la discrétion de l'ingénieur de la Ville, qui aura légalement le droit de pénétrer, avec les employés de la Ville, sur les terrains ou lots où les fossés ou cours d'eau sont obstrués afin de les ouvrir, déterrer, élargir, nettoyer et entretenir.

**Règlement 420 (1954)**

4. Le coût des travaux cités dans le paragraphe ci-dessus sera chargé aux fonds généraux de la Ville

**ABROGÉ (règlement 341-1, 1er mars 1999)**

5. Toute personne qui obstrue, dérive ou permet l'obstruction ou la dérivation des fossés ou cours d'eau, ou refuse de permettre les travaux exigés par l'ingénieur de la Ville comme il est susmentionné, sera passible d'une amende comme indiqué ci-dessous.

**Règlement 420 (1954)**

6. Toute contravention à l'une des dispositions du présent règlement constitue une infraction et est sanctionnée par une amende dont le montant est établi au deuxième alinéa.

Pour une première infraction, les montants minimum et maximum de l'amende sont de 100\$ et 500\$ respectivement si le contrevenant est une personne physique ou de 200\$ et 1,000\$ respectivement si le contrevenant est une personne morale. Pour toute récidive, les montants ci-haut mentionnés sont doublés.

**Règlement 341-1 (1er mars 1999)**

7. Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

---

M. R. Labrosse- Secrétaire - Trésorier

---

R. E. Miller - Pro-Mayor

PROVINCE DE QUÉBEC

RÈGLEMENT NUMÉRO 341-1

VILLE DE POINTE-CLAIRE

---

MODIFIANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO  
341 SUR L'ENTRETIEN DES FOSSÉS ET  
DES COURS D'EAU RELATIVEMENT AUX  
PEINES ATTACHÉES AU RÈGLEMENT

---

À LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA VILLE DE POINTE-CLAIRE TENUE À L'HÔTEL DE VILLE DE POINTE-CLAIRE, 451, BOULEVARD SAINT-JEAN, POINTE-CLAIRE, QUÉBEC LE LUNDI 1<sup>er</sup> MARS 1999 À 19 H 30, APRÈS QU'UN AVIS DE CONVOCATION FUT LIVRÉ PAR LE MESSAGER DE LA VILLE, LE VENDREDI 26 FÉVRIER 1999.

PRÉSENTS: Son Honneur le Maire M. W.F. McMurchie et les Conseillers C. Cuillierier, J. Gillies, A. Iermieri, J.R. Labbé, A.L. Martin, D.-A. Noël, E. Sztuka et M. Trudeau, étant tous les membres du Conseil.

PARMI LES AFFAIRES TRANSIGÉES LORS DE CETTE SÉANCE, IL Y AVAIT:

**RÈGLEMENT NUMÉRO: 341-1**

Résolution numéro: 99-46 n)

PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER **LABBÉ**

APPUYÉ PAR LE CONSEILLER **TRUDEAU**

ET RÉSOLU:

**LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT:**

1. L'article 6 du règlement 341, sur l'entretien des fossés et des cours d'eau, tel qu'introduit en vertu de l'article 4 du règlement numéro 420 est remplacé par le suivant:


"6. Toute contravention à l'une des dispositions du présent règlement constitue une infraction et est sanctionnée par une amende dont le montant est établi au deuxième alinéa.

Pour une première infraction, les montants minimum et maximum de l'amende sont de 100 \$ et 500 \$ respectivement si le contrevenant est une personne physique ou de 200 \$ et 1 000 \$ respectivement si le contrevenant est une personne morale. Pour toute récidive, les montants ci-haut mentionnés sont doublés."

2. L'article 4 du règlement numéro 420 est abrogé.
3. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.



Bill McMurchie, Maire



Me Jean-Denis Jacob, Greffier

0056 14  
1921 14

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT NO 341  
CONCERNANT L'ENTRETIEN DES FOSSÉS, COURS  
D'EAU, ETC.

---

Il fut proposé par Monsieur le Conseiller  
appuyé par Monsieur le Conseiller  
et résolu:

QU'IL SOIT STATUÉ ET ORDONNÉ PAR LE PRÉSENT RÈGLEMENT COMME SUIT:

1. La deuxième partie de l'article 3 du règlement no 341, commençant par les mots " ..... et le coût ....." jusqu'à la fin du paragraphe est annulée et remplacée comme suit:

"l'urgence desdits travaux étant à la discrétion de l'ingénieur de la Ville, qui aura légalement le droit de pénétrer, avec les employés de la Ville, sur les terrains ou lots où les fossés ou cours d'eau sont obstrués afin de les ouvrir, déterrer, élargir, nettoyer et entretenir".

2. En ajoutant au règlement no 341, le nouvel article 4 comme suit:

"Art. 4. Le coût des travaux cités dans le paragraphe ci-dessus sera chargé aux fonds généraux de la Ville."

3. En ajoutant au règlement no 341, le nouvel article 5  
comme suit:-

"Art. 5. Toute personne qui obstrue, dérive ou permet l'obstruction ou la dérivation des fossés ou cours d'eau, ou refuse de permettre les travaux exigés par l'ingénieur de la Ville comme il est susmentionné, sera passible d'une amende comme indiqué ci-dessous;"

4. En ajoutant le présent article 4 au règlement no 341 et en le remplaçant par le nouvel article 6 suivant:

"Tout propriétaire, locataire ou occupant, soit un individu, des partenaires, une firme, une compagnie ou une société commerciale, en contravention des exigences de ce règlement, sera passible d'une amende n'excédant pas QUARANTE DOLLARS (\$40.00) et des frais pour chaque jour suivant la réception de l'avis mentionné dans l'article 2, il néglige de se conformer aux exigences de cet avis; et, à défaut du paiement immédiat de ladite amende et frais, cette ou ces personnes seront passibles d'emprisonnement pour une période n'excédant pas deux mois de calendrier, cet emprisonnement cessant sur paiement de ladite amende et des frais."

5. Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

PROVINCE OF QUEBEC

**BY-LAW NUMBER : 341**

CITY OF POINTE-CLAIRE

BY-LAW CONCERNING THE  
MAINTENANCE OF DITCHES, WATER  
COURSES ETC.

---

WERE PRESENTS: Aldermen J. Maurice Arpin, Ernest Bélair, Jean Legault, Alex H. Clark,  
Robert E. Miller, O. Urquhart, forming a quorum of the Council.

ABSENT: His Worship Mayor Charles Barnes, away on account of business.

In the absence of his Worship Mayor Charles Barnes, the pro-Mayor,  
Alderman Robert E. Miller took the chair.

Among other business transacted at said meeting, was the following :

BY-LAW 341

IT WAS MOVED BY ALDERMAN ARPIN

SECONDED BY ALDERMAND BELAIR

RESOLVED: That by-law 341, concerning the maintenance of ditches, water courses,  
etc., be approved in "second" and "final" readings

**IT IS HEREBY ENACTED AND ORDAINED BY THE PRESENT BY-LAW AS FOLLOWS:**

1. That by-law 24 be and same is hereby "*REPEALED*".
2. Every owner, tenant or occupant of land within the limits of the Town, through whose property runs any ditch, necessary for drainage, any boundary or division ditch, or any watercourse or any drain, shall maintain and keep the same in a proper order and in such condition that the flow of the water therein shall not be obstructed or impeded in any way, whatsoever, and shall keep the same in a proper and fit condition to allow drainage from superior lands to flow therein freely and without obstruction; in the event of any such ditch becoming obstructed, the owner, tenant or occupant, on receipt of a notice signed by the town Engineer to the effect, shall be bound to clean out and remove all obstructions whether of stone, weeds, earth, snow or ice, in any such ditch or watercourse, and failure to comply with the terms of the said notice, within a period of twenty-four (24) hours after the service thereof, shall render the said owner, tenant or occupant liable for a fine as hereinafter mentioned.
3. Notwithstanding the preceding section 2, in the event of any such ditch necessary for drainage, boundary or division ditch as aforesaid, or watercourse, becoming obstructed, the town Engineer shall be entitled to have the necessary work performed forthwith without any notice to the owner, tenant or occupant, the urgency of said work being of the entire discretion of the Town Engineer, for whom it will be lawful to enter with the town employees unto the lands or lots on which the said obstructed ditches or water courses are situated and to cause to have them opened, dug, enlarged, cleaned and maintained.

**By-law 420 (1954)**

4. The cost if the works mentioned in the next above paragraph shall be paid on and from the general funds of the town.

**REPEALED (by-law 341-1, March 1, 1999)**

5. Any person obstructing, diverting or allowing the obstruction or diversion of ditches or watercourses or refusing to allow to be made the works ordered by the town Engineer as above mentioned, will be liable to the penalty herein below provided for.

**By-law 420 (1954)**

6. Any violation of any of the provisions of the present by-law shall constitute an offence and is sanctioned by a fine in the amount established in accordance with the second paragraph.

For a first offence, the minimum and maximum amounts if the fine are \$100 and \$500 respectively if the offender is a natural person or \$200 and \$1,000 if the offender is a legal person. In the case of a second or repeated conviction, the here above indicated amounts shall be doubled.

**By-law 341-1 (March 1, 1999)**

7. The present by-law shall come into force according to law.

---

R. Labrosse - Secretary-Treasurer

---

R. E. Miller

PROVINCE OF QUEBEC  
CITY OF POINTE-CLAIRE

BY-LAW NUMBER 341-1

---

AMENDING BY-LAW NUMBER 341,  
CONCERNING THE MAINTENANCE OF  
DITCHES AND WATER COURSES WITH  
RESPECT TO PENALTIES

---

AT THE REGULAR MEETING OF THE COUNCIL OF THE CITY OF POINTE-CLAIRE HELD AT THE POINTE-CLAIRE CITY HALL, 451 BOULEVARD SAINT-JEAN, POINTE-CLAIRE, QUEBEC, ON **MONDAY, MARCH 1<sup>ST</sup>, 1999** AT 7:30 P.M. AFTER DUE NOTICE HAD BEEN DELIVERED BY THE CITY'S MESSENGER ON FRIDAY, FEBRUARY 26, 1999.

PRESENT: His Worship the Mayor Mr. W.F. McMurchie and Councillors, C. Cuillerier, J. Gillies, A. Iermieri, J.R. Labbé, A.L. Martin, D.-A. Noël, E. Sztuka and M. Trudeau, being all members of Council.

AMONGST OTHER BUSINESS TRANSACTED AT SAID MEETING, WAS THE FOLLOWING:

**BY-LAW NUMBER : 341-1**

Resolution number : 99-46 n)

PROPOSED BY COUNCILLOR **LABBÉ**

SECONDED BY COUNCILLOR **TRUDEAU**

AND RESOLVED:


**THE MUNICIPAL COUNCIL DECREES AS FOLLOWS:**

1. The article 6 of by-law number 341, concerning the maintenance of ditches and water courses, as introduced pursuant to article 4 of by-law number 420 shall be replaced with the following:

"6. Any violation of any of the provisions of the present by-law shall constitute an offence and is sanctioned by a fine in the amount established in accordance with the second paragraph.

For a first offence, the minimum and maximum amounts of the fine are \$100 and \$500 respectively if the offender is a natural person or \$200 and \$1000 if the offender is a legal person. In the case of a second or repeated conviction, the here above indicated amounts shall be doubled."

2. The article 4 of by-law number 420 shall be repealed.
3. The present by-law shall come into force according to the Law.



Bill McMurchie, Mayor



Me Jean-Denis Jacob, City Clerk

PROVINCE OF QUEBEC  
TOWN OF POINTE-CLAIRE

BY-LAW No. 420

---

BY-LAW AMENDING BY-LAW NUMBER 341  
CONCERNING THE MAINTENANCE OF  
DITCHES, WATER COURSES, etc.

---

PROPOSED BY MR ALDERMAN  
SECONDED BY MR ALDERMAN  
AND RESOLVED:

THAT IT BE ENACTED AND ORDAINED BY BY-LAW  
of the Council of the Town of Pointe-Claire and it  
is, by the present by-law, enacted and ordained  
as follows:

ARTICLE 1

The second part of article 3 of By-Law no. 341, beginning with the words ".....and the cost....." to the end of said paragraph, is deleted and replaced as follows:-

"the urgency of said work being of the entire discretion of the Town Engineer, for whom it will be lawful to enter with the town employees unto the lands or lots on which the said obstructed ditches or water courses are situated and to cause to have them opened, dug, enlarged, cleaned and maintained"

ARTICLE 2:

In adding to by-law no. 341 the new article 4 as follows:-

"Art. 4. The cost of the works mentioned in the next above paragraph shall be paid on and from the general funds of the town."

ARTICLE 3:

In adding to by-law no. 341 the new article 5 as follows:-

"Art. 5. Any person obstructing, diverting, or allowing the obstruction or diversion of ditches or watercourses or refusing to allow to be made the works ordered by the town Engineer as

above mentioned, will be liable to the penalty herein below provided for;"

ARTICLE 4:

In deleting the present article 4 of by-law no. 341 and replacing same by the new article 6 as follows:-

"Art. 6. Every owner, tenant or occupant, whether such persons be an individual, partnership, firm, company or corporation, infringing on the terms of the present by-law, shall be liable to a fine not exceeding FORTY DOLLARS (\$40.00) and costs for every day during which, after receipt of the notice mentioned in Section 2, he neglects to comply with the request contained in the said notice, or for each day any other infringement of the present by-law; and, in default of the immediate payment of such fine and costs, every such person shall be liable to imprisonment for a period not exceeding two calendar months, such imprisonment to cease on payment of fine and costs."

ARTICLE 5:

The present by-law shall come into

force according to Law.

(signed) Mrs Thomas C. Urquhart

---

MAYOR OF THE TOWN OF POINTE-CLAIRE

(signed) René Labrosse

---

SECRETARY-TREASURER

TRUE COPY

---

SECRETARY TREASURER